



COMMUNIQUE DE PRESSE

VIOLENCES

Les violences développées depuis près d'une semaine dans les banlieues ont eu pour résultat la destruction de véhicules, que ce soient des voitures de particuliers ou des moyens de transport public, et l'incendie de nombreux bâtiments du service public, en particulier les écoles, souvent symboles de la République et porteurs des valeurs républicaines.

Pour la fédération eiL, rien ne justifie les actes de violence quels qu'ils soient ni le prétexte d'une réponse à des provocations verbales, ni la volonté de rétablir à tout prix l'ordre républicain.

La fédération eiL apporte son soutien à tous les personnels, enseignants et non enseignants qui assurent leur mission au sein des zones défavorisées.

Dans ces quartiers le chômage atteint des proportions intolérables, et une discrimination forte existe depuis longtemps vis à vis des jeunes, des adolescents et des jeunes adultes. Les problèmes que connaissent les hommes et les femmes vivant dans ces banlieues défavorisées, sont depuis longtemps, connus, mais n'ont jamais été pris en compte.

La solution envisagée par le Premier Ministre de proposer l'apprentissage dès 14 ans ne peut paraître comme une réponse aux jeunes ni en matière d'emploi, ni en matière de formation. Comment croire que les mêmes entreprises qui refusent de prendre en stage les jeunes issus de ces banlieues, que ce soit en CAP, BEP, Baccalauréat Professionnel mais aussi pour des stages de BTS, ou en IUT, accepteraient de les prendre en apprentissage ? Comment les mêmes entreprises qui actuellement n'offraient pas d'emploi en trouveraient brusquement, ou serait-ce au prix de la suppression de CDI ?

De plus l'allongement de la durée de l'adolescence ne peut qu'amener à s'interroger sur la volonté de placer en entreprise des jeunes en pleine croissance.

L'échec du collège unique créé en 1975 par le ministre René Haby est patent. Tout le monde le sait. Le rôle d'intégration sociale par l'école a disparu. Les CAP 3 ans donnaient non seulement une formation professionnelle mais aussi une formation théorique et humaniste, et permettaient aux jeunes d'obtenir un premier diplôme et de pouvoir s'insérer sur le marché du travail. Leur suppression a eu pour conséquence la sortie prématurée de l'école des jeunes qui ne peuvent s'insérer dans le moule du collège unique et a produit progressivement des jeunes sans culture, sans connaissance, sans points de repère dans la société et donc influençables.

Les économies budgétaires (suppression de postes d'enseignants, d'ATOSS, des MI/SE...) ont eu pour conséquence de dégrader la qualité de l'encadrement des établissements scolaires. Une partie de l'éducation au respect de l'autre a ainsi disparu.

IL appartient à l'Etat de pouvoir faire apprendre aux jeunes non seulement à lire, à écrire et à compter, mais aussi d'offrir à chacun au sein du service public et laïque des voies diversifiées, d'égale dignité. Les plus défavorisés peuvent ainsi bénéficier non seulement du rôle d'intégration sociale et économique, mais aussi d'ascenseur social de l'Ecole. **Former l'homme, le citoyen et le travailleur et l'intégrer dans la société, tel doit être le rôle de l'Ecole de la République, par l'éducation au respect des autres, et à un comportement d'homme libre.**